

SUPPORTERRES

**PLUS QUE JAMAIS,
LA SOLIDARITÉ**

TRIMESTRIEL N°24 • JUILLET 2023 • N°D'AGRÈMENT P601176



LE MAGAZINE DE **humundi** RÉDIGÉ PAR SES VOLONTAIRES
SOS FAIM



UN NOUVEAU NOM, UNE MÊME MISSION : FAIRE VIVRE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Une fois n'est pas coutume, je vais faire ici la publicité de Humundi. Parce que vous avez certainement remarqué que nous avons changé de nom : SOS Faim Belgique est devenu Humundi. Mais si l'identité change, la mission reste la même : remplacer un système agroalimentaire industriel inefficace et dangereux par des systèmes alimentaires durables, respectueux des personnes et de l'environnement.

Publicité pour Humundi, donc : le Conseil des Ministres belge a adopté un arrêté royal interdisant définitivement l'exportation, dans les pays du Sud, de pesticides dangereux et interdits chez nous et c'est une grande victoire. Pour l'équipe qui a porté cette campagne chez Humundi, pour les partenaires qui se sont engagés à nos côtés mais surtout pour les paysan.ne.s du Sud qui sont empoisonné.e.s par ce commerce toxique et scandaleux.

Et si j'en parle ici, c'est parce qu'elle a toute sa place dans un numéro qui traite de la solidarité internationale. Elle en est en effet une traduction concrète : agir ici, où se situe la responsabilité, pour que, là-bas, cesse une situation inacceptable. Mais au-delà d'une potentielle responsabilité (et culpabilité ?), c'est une nécessité morale, en tant qu'humain. En Belgique, on parle d'Education à la citoyenneté mondiale et solidaire (ECMS). Nous sommes en effet tou.te.s des citoyen.ne.s du monde. N'est-ce pas déjà une bonne raison d'être solidaire ?

Cette solidarité internationale est vivante, elle est riche d'un grand nombre d'acteurs.trices, de mouvements et d'individus mais aussi de projets, de législations et d'actions concrètes. Elle existe entre la Belgique et le Pérou, le Burkina ou l'Ouganda mais aussi la Colombie et le Sri Lanka. Elle se traduit dans du plaidoyer, de l'ECMS mais aussi du financement, des échanges d'expériences, de la communication, du transfert de savoir. Elle s'exprime dans les moments de grande urgence mais aussi sur le long terme.

Alors que la marche du monde peut inciter au repli sur soi, il est important pour Humundi, actrice de la solidarité internationale, de redire son importance, son urgence et sa puissance.



GÉRALDINE HIGEL
Rédactrice en chef de Supporterres

Vous découvrez Supporterres et souhaitez le recevoir gratuitement ?
Écrivez-moi à : ghi@humundi.org

SOMMAIRE

En direct	3
Au Burkina Faso, l'Etat veut faire de l'agroécologie un levier de changement et de résilience	
En Europe, une loi en préparation sur les systèmes alimentaires durables	
On prend la température	4
La Via Campesina, un.e pour tou.te.s, tou.te.s pour un.e	
Voix du sud	6
La solidarité internationale entre paysan.ne.s : des défis mais une réalité	
En un clic	8
Déclaration des Nations unies sur les droits des paysan.ne.s	
Grand angle	10
Souveraineté alimentaire et solidarité internationale : deux concepts intimement liés	
L'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire, formidable outil de la solidarité internationale	
Focus	14
Le triple Nexus au Burkina Faso : l'union fait la force	
Notre regard sur	15
Humundi, un nouveau nom mais la solidarité internationale toujours au coeur	

Humundi asbl

Rue aux Laines 4 - 1000 Bruxelles
T 02 548 06 70
CCP : BE83 0000 0000 1515
BIC : BPOTBEB1
www.humundi.org

Éditeur Responsable

Benoît de Waegeneer
Design yellowstudio
Cover © Olivier Papegnies - Humundi

Réalisé avec le soutien de



AU BURKINA FASO, L'ETAT VEUT FAIRE DE L'AGROÉCOLOGIE UN LEVIER DE CHANGEMENT ET DE RÉSILIENCE

Au Burkina Faso, les défis sont nombreux : changement climatique, insécurité alimentaire et des personnes. Pour y faire face, le pays a récemment décidé de se lancer dans l'agroécologie.

Annoncée lors du Sommet des Nations unies sur les Systèmes Alimentaires qui a eu lieu en 2021 au Burkina Faso justement, cette nouvelle orientation s'est d'abord traduite dans un objectif de 30% des terres cultivées d'ici à 2040. Elle a ensuite été formulée plus largement dans une « Stratégie nationale de développement de l'agroécologie » lancée en 2023 et qui repose sur trois piliers :

- amélioration de la gouvernance de l'agroécologie,
- mise à l'échelle de l'agroécologie dans toutes les régions du Burkina Faso,
- renforcement des capacités des acteurs de l'agroécologie et des agents d'appui-conseil.

Sur les 18 millions d'euros de financement prévus pour les trois premières années, l'axe 2, présenté comme le plus important, en recevra la plus grande part. Ces fonds permettront de financer, par exemple, l'appui à des micro-projets d'agroécologie, la mise en place d'unités de production de fertilisants organiques, une sensibilisation à l'agroécologie pour une intégration dans les plans de développement locaux, l'élaboration d'un guide de recensement des pratiques agroécologiques par région et d'un catalogue de toutes les pratiques ou encore la réalisation de films, vidéos et émissions radio sur le sujet.

Lancée il y a seulement 6 mois, les premiers résultats commenceront à se voir d'ici la fin de l'année.



EN EUROPE, UNE LOI EN PRÉPARATION SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES DURABLES



Après l'adoption du Green Deal et le lancement de la stratégie « Farm to fork », qui en est le volet opérationnel pour l'agriculture et l'alimentaire, la Commission européenne a souhaité compléter le dispositif juridique avec une loi-cadre horizontale sur les systèmes alimentaires durables. Alors que les différentes consultations se sont achevées en septembre 2022, le texte à discuter devrait arriver sur la table du Parlement européen en septembre 2023, pour une adoption finale estimée en 2026.

L'idée de cette loi est à la fois « d'accélérer et de faciliter la transition vers la durabilité et de garantir que les aliments mis sur le marché de l'Union européenne deviennent de plus en plus durables. »

Il s'agit surtout, en affirmant la notion de « système », de soumettre l'ensemble des politiques publiques européennes touchant aux questions d'alimentation à des principes et des objectifs de durabilité. Une plus grande cohérence pour une plus grande efficacité. Si le texte n'est pas encore connu, des organisations de la société civile belge ont déjà fait quelques recommandations aux autorités européennes pour orienter ce texte et la transition :

- choisir une approche basée sur les droits (droit à l'alimentation, droit à un environnement sain, droit des paysan.ne.s),
- assurer la participation des citoyen.ne.s, connecter entre elles les différentes autorités et prendre en compte les contextes socio-écologiques,
- mettre en place des mécanismes et outils de redevabilité pour privilégier l'intérêt public et non les intérêts privés.

Reste à voir maintenant ce que le texte proposera réellement.



LA VIA CAMPESINA, UN.E POUR TOU.TE.S, TOU.TE.S POUR UN.E

- 30** ANS EN 2023
- 10** GRANDES RÉGIONS
- 50** MILLIONS DE PAYSAN.NE.S
- 150** ORGANISATIONS
- 150 000** COOPÉRATIVES
- PORTEUSE DU CONCEPT DE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE**



Créée en 1993, La Via Campesina a développé le concept de souveraineté alimentaire. Si le principe de souveraineté implique une certaine indépendance, ce mouvement international d'organisations paysannes veut l'inscrire dans une perspective résolument solidaire.

Mouvement international d'organisations et d'associations paysannes, La Via Campesina vient de fêter ses 30 ans. Son cheval de bataille : la souveraineté alimentaire, concept qu'elle a développé et porté au débat public à l'occasion du Sommet mondial de l'alimentation à Rome en 1996. Plus qu'un concept, c'est avant tout un outil pour combattre la pauvreté : il affirme le droit des populations à définir leur politique agricole et alimentaire sans détruire celle des pays tiers et en marge de celle imposée par les multinationales.

L'ennemi est clairement identifié : les multinationales et le capitalisme. Le mouvement prône donc une « alliance des peuples » autour des mouvements sociaux pour permettre aux paysan.ne.s de se représenter elleux-mêmes et de donner la réplique aux institutions et aux multinationales. Dès lors, la solidarité Nord-Sud va de soi. Car pour Ibrahima Coulibaly, fondateur de la Coordination nationale des organisations paysannes du Mali, "si la petite agriculture disparaît en Europe, elle disparaîtra aussi en Afrique".

Pour des politiques agricoles solidaires

Ainsi, par exemple, en Europe, La Via Campesina s'oppose aux aides financières à l'exportation des produits agricoles. Les subventions sont acceptables mais pas celles liées aux exportations qui minent l'agriculture locale et la petite paysannerie des autres pays. Il s'agit alors de mettre la pression sur les politiques publiques pour qu'elles y renoncent. Mais aussi pour qu'elles soutiennent davantage les productions locales qui répondent à un besoin local.

Car si les gestes individuels sont positifs, « le changement se fait par les politiques et la meilleure façon d'aller vers la souveraineté alimentaire, c'est de militer pour faire changer les politiques publiques dans chaque pays », selon Morgan Ody, paysanne, membre de la Confédération Paysanne et coordinatrice générale de La Via Campesina. En opposition à la politique européenne basée sur la concurrence et la conquête de marchés extérieurs se développe une demande de politique de souveraineté alimentaire, qui est en fait une demande de solidarité avec le reste du monde.

L'unité dans la diversité

Le mouvement s'appuie sur des organisations locales de paysan.ne.s qui se regroupent en organisations territoriales, puis nationales et finalement régionales au niveau mondial. Au total, ce sont 50 millions de paysan.ne.s, appartenant à 150 organisations qui, elles-mêmes, représentent 150.000 coopératives d'agriculture familiale situées dans une soixantaine de pays.

Mais ici, pas de centralisation. Le secrétariat opérationnel international change de pays tous les quatre à huit ans, même si cela engendre bien sûr des difficultés d'organisation. De même, La Via Campesina agit dans une région uniquement à la demande des organisations de cette région et après de nombreux échanges car la lutte pour la souveraineté alimentaire,

« CE QUI DEVRAIT ÊTRE INTERDIT EN TERMES DE RÈGLES DU COMMERCE INTERNATIONAL, CE N'EST PAS LA PROTECTION, C'EST L'AGRESSION. »

Morgan Ody, coordinatrice générale de La Via Campesina.

commune à toutes les organisations qui la composent, se base sur les réalités locales et leur compréhension, loin de l'ingérence et du néo-colonialisme.

Une solidarité très concrète

Ces actions inter-régionales prennent des formes très diverses : envoyer des lettres de soutien aux agriculteurs, des lettres de sensibilisation aux ambassades, aux personnalités politiques, aux médias pour attirer l'attention sur une problématique ; accompagner les discussions d'un accord entre des organisations paysannes et un gouvernement, comme ce fut le cas en Colombie par exemple.

Que les organisations agissent au niveau local, régional, national, leur stratégie générale reste la même : la création d'alliances sur base de la solidarité. Ainsi, par exemple, au Canada et aux Etats-Unis, la plateforme de souveraineté alimentaire s'est basée sur la demande des pauvres urbains pour une alimentation saine, abordable financièrement et accessible. En intégrant ces mouvements populaires urbains, l'approche de la souveraineté alimentaire se fait ainsi plus sociale et plus solidaire.

C'est un travail considérable d'expliquer et de diffuser le principe de la souveraineté alimentaire, de développer une compréhension mutuelle des difficultés, des cultures et des histoires différentes mais qui partagent pourtant des enjeux communs. L'idée est d'enraciner ce principe, via l'action de ses organisations, pour transformer la société, mais toujours dans une perspective de solidarité.

LAURENT STOJKA
Volontaire





LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ENTRE PAYSAN.NE.S : DES DÉFIS MAIS UNE RÉALITÉ



ADAMA GNANOU
CHARGÉ D'APPUI AU PLAIDOYER
EN AFRIQUE DE L'OUEST CHEZ HUMUNDI.
BURKINA FASO, MALI, SÉNÉGAL.

Comment se traduit la solidarité paysanne en Afrique de l'Ouest ?

De manière générale, en Afrique, la solidarité est une valeur qui fait partie de notre vivre ensemble. Dans le monde paysan, cela se traduit le plus souvent en entraides communautaires : aller aider un paysan à labourer son champ par exemple. Elle se traduit aussi par le partage de connaissances : un paysan va en visiter un autre dans son champ pour apprendre de ses pratiques culturelles. Et, le plus souvent, l'apprentissage est mutuel. Elle se manifeste enfin au niveau des récoltes : pour éviter que des animaux viennent manger les récoltes dans les champs, les gens regroupent 3 à 4 charrettes pour ramener à temps à la maison le maïs ou le mil déjà coupés.

Quel rôle joue le plaidoyer dans cette solidarité ?

Le plus souvent, les paysans sont dans des unions, dans des coopératives, notamment pour obtenir de meilleures conditions dans l'accès aux semences et aux intrants, par exemple, ou régler des difficultés dans la commercialisation. Ils le font pour eux mais aussi de manière plus générale. Cette forme de solidarité existe entre les paysans du Burkina et du Mali, puisque nous avons les mêmes réalités. Ce type de plaidoyer peut être porté par des organisations comme le ROPPA. Il

regroupe, au niveau de la sous-région, l'ensemble des faitières nationales et il est chargé de porter le plaidoyer des paysans auprès des institutions internationales comme la CEDEAO et l'Union africaine.

Quel sujet porte-t-il, par exemple ?

L'exemple le plus récent concerne la promotion de l'exploitation familiale comme seul moyen pour nourrir la population africaine parce que, jusqu'à aujourd'hui, c'est ce mode d'agriculture-là qui emploie le plus de personnes et qui produit le plus d'alimentation possible.

Et ce plaidoyer, combiné à celui pour l'agroécologie commence à donner des résultats (voir *En direct*). Aussi auprès de la population.

Au-delà de cette solidarité sud-sud, la coopération au développement est-elle toujours perçue, en Afrique de l'Ouest, comme un outil de la solidarité internationale ?

La coopération au développement est perçue d'abord par nous, les Africains, comme une sorte de solidarité du Nord vers le Sud. Maintenant, et de plus en plus, est remise en cause les modalités de cette solidarité : si on apporte de l'aide aux populations, il faut que ça soit basé sur leurs demandes. Si nous disons : « nous avons besoin d'un forage » alors il faut nous faire des forages et ne pas dire « j'ai de l'argent pour faire un barrage, je viens faire un barrage. »



MORGAN ODY
PAYSANNE, COORDINATRICE GÉNÉRALE
DE LA VIA CAMPESINA.
BELGIQUE.

Comment se traduit, pour la Via Campesina, la solidarité internationale ?

La Via Campesina a pour but de construire l'unité paysanne et pour ça, on doit beaucoup discuter entre les organisations paysannes du monde entier. C'est là que commence la solidarité internationale : s'intéresser à l'autre pour le comprendre, au-delà des différences. Et puis, il faut aussi s'intéresser aux mécanismes de domination pour réussir collectivement à les dépasser.

Ensuite, il faut organiser cette solidarité : par exemple, faire en sorte que, quand il y a le coup d'État au Pérou avec une répression tragique des communautés paysannes et indigènes, les paysan.ne.s en Inde soient au courant et puissent exprimer leur solidarité. Avec des lettres de soutien ou d'interpellation. Ou en organisant des missions sur le terrain pour aller rencontrer et discuter avec les paysan.ne.s et les peuples autochtones.

Et quand, lors d'une des dernières missions en Colombie, une personne du Sri Lanka dit : « C'est ce genre de processus d'accord de paix qu'il faudrait dans notre pays », c'est ça la solidarité internationale, c'est aussi un processus d'apprentissage mutuel.

Ce sont aussi des luttes ?

Oui, on veut pouvoir organiser des luttes communes.

Parce qu'il y a des enjeux communs et si on veut les faire changer, il faut agir collectivement. Par exemple, sur la question du commerce international qui est vraiment une des raisons majeures de la misère et de la difficulté des petit.e.s paysan.ne.s dans le monde, si on essaie d'agir seuls là-dessus, en Belgique ou en Colombie, on ne va pas y arriver. Il faut s'organiser collectivement pour lutter contre l'OMC*, contre les accords de libre-échange bilatéraux et faire changer cet ordre commercial injuste.

Comment se passent les relations Nord-Sud au sein de La Via Campesina ?

C'est une question complexe pour laquelle nous prenons beaucoup de précautions car les traces de l'histoire sont encore là. Mais une des demandes récurrentes de la part des camarades africains, par exemple, c'est d'abord « Intéressez-vous à ce que vos Etats ont fait ou font encore chez nous et essayez de faire changer ça. » Ils ne nous demandent pas vraiment de venir les aider mais plutôt de faire cesser les situations d'oppression, d'accaparement de terre qui viennent de chez nous. Car, finalement, la responsabilité est dans nos pays : ce n'est pas que les populations de ces pays n'ont pas de chance, c'est qu'elles sont en fait victimes d'un système de domination et d'oppression qui s'est mis en place. Et c'est notre responsabilité en tant que citoyen.ne, belge ou français, de pousser à le faire changer.

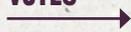
*Organisation Mondiale du Commerce



DÉCLARATION DES NATIONS UNIES SUR LES DROITS DES PAYSANS



VOTES





"Le fait que cette déclaration, votée par une immense majorité des Etats à l'Assemblée générale des Nations unies, nous reconnaisse comme paysan.ne.s, pour nous, c'est essentiel!"



Morgan Ody
Coordinatrice générale de la Via Campesina



CONCERNE 866 MILLIONS DE PERSONNES *



SOIT 1 PERSONNE SUR 10



La déclaration encourage la solidarité internationale via l'aide à la coopération au développement



La déclaration renforce les luttes paysannes et permet de demander la mise en place de législations plus justes



La déclaration permet de protéger les paysan.ne.s sur le plan juridique



**SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE
ET SOLIDARITÉ
INTERNATIONALE:
DEUX CONCEPTS
INTIMEMENT LIÉS**

Afin d'établir le lien étroit qui unit ces deux concepts, commençons par définir la « souveraineté alimentaire ». Dans sa « Déclaration pour la souveraineté alimentaire » de 1996, La Via Campesina définit cette dernière comme « le droit de chaque pays à maintenir et développer sa propre capacité de produire son alimentation de base, en respectant la diversité des cultures et des produits. » Impliquant une mise en avant des marchés locaux et nationaux, on pourrait s'interroger sur le rôle de la solidarité internationale dans ce contexte. « Manger local » ne revient-il pas à une forme de repli sur soi ?

Les apparences sont trompeuses

Au contraire, la souveraineté alimentaire et la relocalisation de l'alimentation reposent sur un principe de base totalement opposé à celui du repli sur soi : la coopération économique et sociale. En effet, le but est bien d'établir des réseaux au sein de territoires restreints afin de mettre en lien des agriculteurs.trices, des commerçant.e.s, des artisan.e.s et des consommateurs.trices. Des groupes d'individus retrouvent ainsi le contrôle de leur propre système alimentaire et la valeur est mieux répartie entre tou.te.s, au bénéfice de chacun.e.

La solidarité est donc au cœur du principe de souveraineté alimentaire dont l'esprit est de protéger et d'aider paysan.ne.s et consommateurs.trices et non de les agresser. Cette solidarité entre les différents acteurs de la chaîne alimentaire existe et ce, partout dans le monde. A la fois dans une optique Nord-Sud mais aussi entre pays d'une même région, voire à l'échelle mondiale. Elle est en fait présente à toutes les échelles.

Et plus concrètement ?

La Via Campesina (voir *On prend la température*) en est un premier exemple de taille. Mais il y en a beaucoup d'autres : le commerce équitable par exemple, avec ses labels et ses réglementations internationales et que nous rencontrons tou.te.s lorsque nous faisons nos courses. C'est l'équivalent international de la mise en réseau à l'échelle locale ou régionale de territoires, de producteurs.trices et de consommateurs.trices. Il nous permet à tou.te.s de poser des choix plus justes ici qui soutiennent directement les agriculteurs.trices là-bas, en augmentant leurs revenus et en améliorant leur sécurité alimentaire.

La solidarité internationale se développe aussi au niveau sous-continentale. Ainsi, par exemple le ROPPA, le Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest, cherche à assurer la souveraineté alimentaire de ces pays en créant des réseaux de solidarité entre eux et en recevant de l'aide internationale de différente nature (soutien financier, plaidoyer, etc.), notamment de la part de Humundi. Cette organisation fait en outre elle-même partie d'une plateforme continentale qui regroupe cinq réseaux régionaux et poursuit les mêmes objectifs : la PAFO (« Pan African Farmers Organisation »). Récemment, le ROPPA a également participé à la 5ème Conférence Ministérielle Agricole Union Africaine-Union Européenne. La déclaration finale, qui compte déjà une centaine de signataires, porte sur la promotion de systèmes alimentaires résilients, durables et localisés sur le continent africain en mettant en avant la justice, la souveraineté alimentaire, l'agroécologie paysanne et le droit à l'alimentation.

L'union fait la force

Au-delà de toutes ces structures, il ne faut pas oublier que la production agricole de chaque pays et région est conditionnée par sa situation géographique et ses ressources. La souveraineté et la sécurité alimentaire de tous les peuples du monde nécessite donc par nature des échanges interrégionaux et internationaux, qu'ils concernent les connaissances, le savoir-faire ou les produits eux-mêmes. Une autonomie alimentaire totale est un mythe dans de nombreuses régions du monde. Cependant, les échanges pourraient se faire entre des réseaux qui reposent tous sur une coopération et une solidarité locales et non par le biais de politiques néolibérales.

Cette façon d'envisager la souveraineté alimentaire n'a en réalité strictement rien à voir avec le localisme nationaliste et identitaire prôné par certains groupes politiques et campagnes marketing de grandes surfaces. L'idée n'est pas de vendre et de consommer des produits « bien de chez nous », voire « d'antan » comme on l'entend parfois, pour défendre des traditions et un terroir national qui s'opposerait à des produits venus d'ailleurs, mais bien de mettre en réseau les acteurs.trices agricoles et les consommateurs.trices afin que tou.te.s en tirent les bénéfices.

LAURA FRÉDÉRIX
Volontaire



L'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ MONDIALE ET SOLIDAIRE, FORMIDABLE OUTIL DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



**"L'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ MONDIALE
EST UNE ÉDUCATION POUR LA JUSTICE
ET LA DURABILITÉ. ELLE NOUS ENSEIGNE
À RESPECTER LA TERRE ET À VIVRE EN
HARMONIE AVEC TOUS LES ÊTRES VIVANTS."**

Vandana Shiva

Le XXI^e siècle traverse de profonds bouleversements et les êtres humains vivent dans une réalité qui transcende les frontières nationales. Dans un monde de plus en plus interdépendant et interconnecté, les enjeux doivent être abordés à l'échelle mondiale et la citoyenneté ne peut plus se limiter au cadre national. Ainsi, l'Éducation à la Citoyenneté Mondiale et Solidaire (ECMS) est considérée comme un élément clé de l'éducation pour tou.te.s et de la solidarité internationale.

En témoigne la « Déclaration européenne sur l'éducation à la citoyenneté mondiale à l'horizon 2050 ». Également appelée Déclaration de Dublin et adoptée lors de la Conférence internationale sur l'éducation à la citoyenneté mondiale en 2019, elle vise à mobiliser les acteurs clés de l'éducation ainsi que les décideurs à travers le monde pour promouvoir une éducation inclusive et de qualité axée sur la citoyenneté mondiale.

« Comprendre, imaginer, espérer, agir »

Selon le document, l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire (ECMS ou ECM), est une "éducation qui permet aux personnes de réfléchir de façon critique au monde et à la place qu'elles y occupent ; d'ouvrir leurs yeux, leur cœur et leur esprit à la réalité du monde aux niveaux local et mondial. Elle donne aux personnes les moyens et le pouvoir de comprendre, d'imaginer, d'espérer et d'agir pour créer un monde fait de justice sociale et climatique, de paix, de solidarité, d'équité et d'égalité, de préservation de la planète et de compréhension internationale. Elle implique le respect des droits humains et de la diversité, l'inclusion et une vie décente pour tous et toutes, dès à présent et pour l'avenir."

S'appuyant sur des accords et engagements européens et internationaux existants, le document promeut et renforce l'ECM comme un puissant outil au service de la solidarité internationale, car elle déconstruit et remet en question de manière critique les phénomènes sociaux, en respectant les différentes croyances et en permettant à l'individu de se sentir capable d'agir à la fois seul mais aussi de manière collective.

Elle met également en avant des engagements concrets au niveau national et européen, tels que l'inclusion et le soutien des communautés et des groupes marginalisés, ainsi que le développement d'un cadre de suivi avec un mécanisme de contrôle et de rapport.

Une citoyenneté mondiale, des traductions territoriales

L'ECM s'affirme comme une approche éducative largement diffusée dans le monde et qui vise à répondre à la question : *que signifie être un "citoyen" au XXI^e siècle ?*

Cependant, étant donné la diversité des perceptions et des compréhensions du monde, la réponse à cette question peut varier énormément d'un pays à l'autre. Avec différents courants et différentes manières dont l'ECM est abordé et appliqué, c'est important d'adapter la mise en œuvre des programmes aux contextes. Toutefois, toutes les activités visent le même objectif ultime : former de citoyens du monde capables d'agir de manière positive sur et dans le monde de demain.

Et concrètement ?

En Belgique, l'ECM repose sur trois missions : l'éducation (formelle, non-formelle et informelle), la mobilisation et le plaidoyer. Structurée autour de six objectifs stratégiques, l'éducation à la citoyenneté mondiale belge vise à adopter une approche critique en remettant en question les multiples relations de pouvoir telles que les rapports de genre, les dominations et les pratiques Nord-Sud. Elle vise également à former les acteurs clés, à innover auprès du public cible et à expérimenter des approches méthodologiques diversifiées et originales.

Si l'ECMS est moins répandue dans les pays du Sud, elle existe néanmoins et se développe progressivement. Ainsi, par exemple, le réseau d'ONG internationales « First a human world » mène des projets de sensibilisation de la jeunesse au Bénin, au Sénégal, au Burkina, au Maroc ou encore à Madagascar. Parmi eux, les voyages d'immersion permettent la rencontre entre jeunes de ces différents pays et la découverte de réalités tantôt différentes tantôt similaires.

GIULIA GEORG
Volontaire





LE TRIPLE NEXUS AU BURKINA FASO : L'UNION FAIT LA FORCE

La faim, les catastrophes naturelles ou, encore, les conflits frappent plusieurs régions du monde et parfois en même temps. C'est le cas, par exemple, au Burkina Faso. Les régions du Centre, Centre Nord et Plateau Central sont à la merci des aléas climatiques : l'alternance d'inondations et de périodes de sécheresse met à rude épreuve les sols - d'où des mauvaises récoltes, un accès difficile à une alimentation saine et des revenus incertains pour les petits producteurs. À la crise socio-économique et climatique, s'ajoute une crise sécuritaire et humanitaire : la menace terroriste à l'extrême nord du pays mène des nombreux réfugiés dans ces zones déjà fragilisés.

À crise complexe, solution complexe : la coopération sur le plan national avec un support international (approche « observation sans intervention ») pourrait ainsi changer la donne. Le triple Nexus, approche intégrée par laquelle toutes les formes d'aide se déploient simultanément et sans distinction, est un effort collectif des Etats apportant de l'aide humanitaire, au développement et à la paix aux populations dans le besoin.

Humundi (ex SOS Faim) supporte depuis 2015 son partenaire burkinabé APIL (Action pour la Promotion des Initiatives Locales) par l'accompagnement de 3500 petits agriculteurs à travers 80 villages dans leur transition agroécologique. « J'avais un revenu incertain et je vivais de prêt en prêt. Aujourd'hui je gagne décemment ma vie » affirme un ancien chauffeur que

le projet a reconverti en maraîcher. Le programme vise ainsi à renforcer en même temps la sécurité alimentaire, la résilience communautaire et une gestion raisonnée des ressources naturelles.

Il faut décliner la solution européenne à la sauce burkinabé, mobiliser les acteurs du terrain (y compris les faitières religieuses) et miser sur ses forces - les femmes et les jeunes (respectivement 80% et 52% de la population). Le projet « consolidation d'une paix inclusive au Sahel » d'OXFAM les implique, notamment, dans la consolidation de la paix. Face aux tensions générées par la fermeture des écoles en raison de l'insécurité ou encore par la raréfaction des ressources naturelles, l'intervention vise à renforcer les organisations locales et prôner le dialogue communautaire.

Le chemin de la solidarité internationale n'est pas tout tracé : son action se heurte à des ressources limitées et à une difficulté d'accès des zones d'interventions. Mais l'union fait la force : la sécurité alimentaire et la résilience communautaire passent par un partage de savoir et d'expérience.

DIEYENABA FAYE
Volontaire





SOS FAIM DEVIENT

humundi

UN NOUVEAU NOM MAIS LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE TOUJOURS AU CŒUR

SOS Faim Belgique a choisi de changer de nom. Exercice enthousiasmant qui donne l'occasion de se questionner et de réaffirmer ce que nous voulons.

Nourrie par notre proximité avec les actrices et acteurs de l'agriculture, de la recherche et les mouvements sociaux, notre réflexion nous incite à promouvoir un changement à l'échelle systémique. Lutter contre la faim passe par une transformation globale du modèle de développement dans lequel nous vivons, autrement dit cela passe par un monde plus juste et respectueux des limites planétaires.

Pour dire cela, une vaste réflexion avec nos membres nous a mené à ce nouveau nom « Humundi », contraction de deux mots significatifs : Humain et Mundi. Chacun évoque plusieurs idées qui nous sont chères mais tous deux incarnent pleinement la solidarité internationale, valeur au cœur de nos actions depuis notre création. Ils soulignent que la problématique de l'alimentation et de l'agriculture est un enjeu planétaire, interconnecté, qui nous concerne toutes et tous et que la solution est locale et globale. Humaine et mondiale.

De nombreuses organisations et citoyens à travers le monde se mobilisent aujourd'hui pour trouver des réponses aux différentes dimensions de la crise que nous traversons. Leur engagement tire leur motivation dans la défense de l'environnement, de la biodiversité ou des personnes touchées par la pauvreté. Elle s'inspire de leur volonté de vivre en bonne santé, de lutter contre le réchauffement climatique ou de promouvoir les droits des femmes et la démocratie.

Nous collaborons activement avec ces citoyens et citoyennes, au sein d'alliances élargies ou dans de

partenariats très rapprochés. Nous avons conscience que c'est ensemble que nous rendrons le monde plus juste. Au sein de ces collaborations, parfois centrée sur des enjeux belges, nous manifestons notre profond attachement à la solidarité et à la justice sociale à l'échelle mondiale.

Notre histoire nourrit notre conviction que mettre en contact des acteurs et actrices de changement du Mali et de Belgique, d'Ethiopie et de Bolivie, renforce la dynamique sociale en faveur du changement. Nous apprenons plus vite sur ce qui fonctionne et qui accélère la transition et sur les fausses solutions. Nous pouvons plaider pour que la transition écologique soit juste pour l'ensemble des acteurs - du producteurs de lait de Verviers aux écoliers du Sénégal. Nous cultivons avec notre base sociale et le public belge un regard sur ce qui nous lie et nous rassemble mais aussi les responsabilités différenciées, par exemple en matière de destruction de filières locales ou de contribution au changement climatique.

A l'heure où le repli sur soi peut paraître confortable et rassurant, réaffirmer le besoin de solidarité internationale pour répondre aux enjeux globaux et locaux nous semble important. Comme elle l'est pour de nombreux citoyens.ne.s qui s'engagent chaque jour à travers le monde.

BENOÎT DE WAEGENEER
Secrétaire général



ENVIE D'ALLER PLUS LOIN ?

Trois pistes à suivre



UNE LECTURE

« Biodiversité et dignité agricole », le nouveau Défis Sud annuel est sorti

Dans ce nouveau numéro qui aborde des sujets aussi divers que l'agroécologie, l'utilisation des terres, la microfinance, le commerce durable, la biodiversité et le climat, l'arrêt des pesticides, la lutte anti-gaspi ou encore la lutte contre l'exploitation minière, une constante se dégage : si les enjeux qui touchent au système alimentaire sont transversaux voire mondiaux, « les défis de Humundi sont aujourd'hui encore des défis « des suds », dans toute leur diversité ».

Et c'est de cette diversité que naît la solidarité internationale. Alors découvrez-le sans tarder !



UNE ACTION

Suivez-nous sur les réseaux sociaux

SOS Faim Belgique devient Humundi mais la mission reste la même : transformer le système alimentaire pour qu'il soit plus durable et respectueux des hommes et de la planète. Plus nous serons nombreux.euses, plus vite on arrivera à faire changer les choses. Et ça devient urgent ! Le premier pas à faire, c'est de s'informer. S'informer pour comprendre et, ensuite, agir.

Alors si vous ne le faites pas déjà, suivez-nous sur les réseaux sociaux. Lisez, commentez, partagez et soyez nos premiers ambassadeurs.drices. C'est tou.te.s ensemble que nous y arriverons !



UN MOT

Responsabilité différenciée

Plus précisément, on parle de « responsabilités communes mais différenciées ». Ce principe juridique du droit international reconnaît que si tous les Etats ont une responsabilité dans la dégradation de l'environnement, elle ne repose pas de la même manière sur toutes les épaules.

Les pays industrialisés ont en effet davantage pollué en se développant. Et c'est d'autant moins juste que ce développement industriel s'est construit sur l'exploitation des ressources naturelles des pays les moins avancés.

Il semble donc équitable que les plus riches contribuent financièrement davantage à la réparation, la réduction et la lutte contre le changement climatique et au développement durable des pays pauvres.